

## Arrêt

**n° 190 726 du 21 août 2017  
dans l'affaire X / VII**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIII<sup>E</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 8 février 2013, par X, qui déclare être de nationalité albanaise, tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire (annexe 13), pris le 25 janvier 2013.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après «la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 14 février 2013 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 5 mai 2017 convoquant les parties à l'audience du 1<sup>er</sup> juin 2017.

Entendu, en son rapport, G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KALIN *loco* Me C. CALEWAERT, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Madame A. KABIMBI, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause**

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer avec exactitude.

Le 11 septembre 2012, le requérant a été placé sous mandat d'arrêt du chef de détention et vente illicite de stupéfiants dans le cadre d'une association et a fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger.

Le même jour, un ordre de quitter le territoire a été pris à l'encontre du requérant.

1.2. Le 25 janvier 2013, la mainlevée du mandat d'arrêt a été ordonnée et la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire à l'encontre du requérant.

Il s'agit de l'acte attaqué, qui est motivé comme suit :

*« En vertu de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, une décision d'éloignement est prise à l'égard du ressortissant d'un pays tiers sur base des motifs suivants :*

*1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2;*

*3° si, par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale;*

*+ article 74/14 §3, 3°: le ressortissant d'un pays tiers constitue un danger pour l'ordre public et la sécurité nationale*

#### **MOTIF DE LA DECISION :**

*L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport muni d'un visa en cours de validité.*

*L'intéressé a été placé sous mandat d'arrêt du 11.09.2012 à ce jour du chef d'infraction à la loi concernant les stupéfiants.»*

## **2. Exposé du moyen d'annulation**

2.1. La partie requérante prend un moyen unique *« de la violation de l'obligation de motivation formelle des actes administratifs de l'article 62 de la loi du 15.12.1980 et des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'excès de pouvoir et de la violation notamment des articles 8 de la CEDH approuvés par la loi du 15.05.1955 ainsi que de la violation de l'article 24 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques du 16 décembre 1966, 22 de la Constitution belge, du principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant en considération tous les éléments pertinents de la cause, du principe de bonne administration, du principe général de prudence et de proportionnalité pris ensemble ou isolément ».*

2.2. Elle argue qu'elle est *« obligée, pour pouvoir respecter ses conditions de libération de demeurer dans le Royaume, et ce pour pouvoir comparaître valablement devant le tribunal correctionnel de Bruxelles et, entre temps, pouvoir se rendre à toutes les convocations policières, judiciaires ou du service des mesures alternatives ».* Après avoir rappelé que *« la décision de l'Office des étrangers doit reprendre une motivation adéquate, exacte et un examen approfondi de la situation concrète de la partie requérante »*, elle fait valoir que *« la partie adverse n'a nullement pris en considération les faits et la situation particulière de la partie requérante ».* Elle en conclut que *« la motivation de la partie adverse est tout à fait stéréotypée et formelle et en contravention à l'article 62 de la loi du 15.12.1980 et aux articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ».*

## **3. Discussion**

3.1. A titre liminaire, sur le moyen unique, le Conseil rappelle que, selon une jurisprudence administrative constante, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué.

Le Conseil constate qu'en l'occurrence, la partie requérante s'abstient d'expliquer de quelle manière l'acte attaqué violerait l'article 8 de la CEDH, l'article 24 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, l'article 22 de la Constitution ainsi que le *« principe général de prudence et de proportionnalité »*. Il en résulte que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions et de ce *« principe »*.

Le Conseil observe également que le moyen unique est irrecevable en ce qu'il est pris de l'*« excès de pouvoir »*, s'agissant en l'occurrence d'une cause générique d'annulation et non d'une disposition ou d'un principe de droit susceptible de fonder un moyen.

3.2.1. Sur le reste du moyen unique, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de l'adoption de l'acte attaqué, le ministre ou son délégué *« peut donner à, l'étranger qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé ou doit délivrer dans les cas visés au 1°, 2°, 5°, 11° ou 12° un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé:*

1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2;

[...]

3° si, par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale».

Un ordre de quitter le territoire délivré sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, est une mesure de police par laquelle l'autorité administrative ne fait que constater une situation visée par cette disposition pour en tirer les conséquences de droit.

Il ressort cependant des travaux préparatoires de la loi du 19 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980, relatifs à l'article 7 de cette dernière loi, que l'obligation de prendre une décision de retour à l'encontre de tout ressortissant d'un pays tiers qui est en séjour illégal sur le territoire ne vaut évidemment pas si le retour effectif d'un étranger entraîne une violation des articles 3 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH) (Doc. Parl., 53, 1825/001, p. 17).

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2.2 En l'espèce, le Conseil observe que l'ordre de quitter le territoire attaqué est fondé sur les constats, conformes à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, selon lesquels le requérant « demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 » et est « par son comportement, [...] considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale », motifs qui ne sont nullement contestés par la partie requérante qui s'attache uniquement à invoquer une motivation « stéréotypée » qui ne tiendrait pas compte des faits et de sa situation particulière, en sorte que ces motifs doivent être considérés comme établis.

Partant, l'ordre de quitter le territoire attaqué doit être considéré comme suffisamment et valablement motivé. Le requérant ne démontre par ailleurs aucunement que les constats posés dans l'acte attaqué ne correspondraient pas à sa situation particulière, en sorte qu'il ne peut être suivi en ce qu'il reproche à la partie défenderesse d'avoir adopté une motivation stéréotypée.

3.2.3. Enfin, s'agissant de l'argument selon lequel la partie requérante serait « obligée, pour pouvoir respecter ses conditions de libération de demeurer dans le Royaume, et ce pour pouvoir comparaître valablement devant le tribunal correctionnel de Bruxelles et, entre temps, pouvoir se rendre à toutes les convocations policières, judiciaires ou du service des mesures alternatives », force est de constater que les conditions mises à la libération du requérant par le biais d'une ordonnance du juge d'instruction n'ont pas été portées à la connaissance de la partie défenderesse avant l'adoption de l'acte attaqué, un courrier du juge d'instruction adressé au conseil du requérant énumérant lesdites conditions figurant pour la première fois en annexe du présent recours. Quant à ce, le Conseil rappelle que, d'une part, l'autorité administrative ne peut statuer que sur la base des éléments qui lui sont soumis et qui sont portés à sa connaissance et que, d'autre part, la légalité d'un acte administratif doit s'apprécier en fonction des éléments dont l'autorité administrative a connaissance au moment où elle statue, de sorte qu'il ne peut lui être reproché de ne pas avoir pris en considération la teneur d'une ordonnance dont elle ignorait l'existence. Par ailleurs, le Conseil souligne qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'impose à la partie défenderesse de solliciter des informations auprès des services judiciaires lorsque celles-ci décident de la remise en liberté d'un prévenu et qu'elle n'a pas accès au dossier pénal et pénitentiaire des intéressés. L'existence d'une ordonnance de mainlevée d'un mandat d'arrêt n'emporte pas, par elle-même, limitation des compétences de la partie défenderesse quant au contrôle et à l'entrée des étrangers sur son territoire.

3.3. Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la partie requérante ne démontre pas la violation par la partie défenderesse des dispositions et principes qu'elle vise dans son moyen, de sorte que celui-ci n'est pas fondé.

#### 4. Débats succincts

4.1 Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2 Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande en suspension.

## 5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1.**

La requête en suspension et annulation est rejetée.

**Article 2.**

Les dépens, liquidés à la somme de cent septante-cinq euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-et-un août deux mille dix-sept par :

M. G. PINTIAUX,                      Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme E. TREFOIS, Greffier.

Le greffier,

Le président,

### E. TREFOIS

G. PINTIAUX